

les gens arrêtés, s'emparer des chefs.» (interview à Paris Match.4 Mai 1971)

Marcellin est un maniaque des circulaires. Tatillon et inquisiteur, il multiplie ses recommandations aux préfets. Voici par exemple la circulaire numéro « 69 495 », du 5 novembre 1969 :

« Il convient que les samedis, dimanches et jours fériés, les services de police soient suffisamment étoffés pour faire face à toutes les éventualités. Je vous demande de veiller personnellement à ce que des rondes et des patrouilles soient organisées de telle manière qu'une manifestation impromptue puisse être détectée rapidement, afin qu'il vous soit permis d'y faire face. »



Et il ajoute menaçant : « Tout manquement survenu après d'aussi nombreuses mises en garde entraînera automatiquement une sanction à l'égard des fonctionnaires responsables. »

Sa carrière personnelle est un modèle du genre :

1942 : il siège au Bureau d'Orientation Professionnelle du Gouvernement de Vichy.
1948 : il est sous-secrétaire d'Etat du ministre de l'intérieur « socialiste » Jules Moch : il aidera à la répression des grèves et des manifestations.
1950 : il lance une vaste chasse aux sorcières ; il est secrétaire d'Etat à l'Industrie et au Commerce
1968 : il part en croisade contre le « complot international » des révolutionnaires.
1973 : toujours semblable à lui-même...



...et celles qu'on ne voit pas...

Les Polices privées

Les Polices Privées existent bel et bien et jouent le même rôle que les autres, en plus discret :

- Aux U.S.A., 28 000 personnes travaillent à l'Agence PINKERTON. Son slogan ? « Connaissez-vous vraiment les gens que vous employez ? »

- Sur ce modèle, en France, des polices privées se forment. La principale d'entre elles est l'A.C.D.S. (Agence Centrale des Services). Son rôle ? Elle vend des gardiens, des surveillants, des contrôleurs aux entreprises qui en réclament.

Elle enquête, au service des patrons : on vérifie la vie du candidat à l'embauche, on va demander à sa concierge quelles sont ses opinions politiques; on téléphone à son ancien employeur... et le rapport est déposé sur la table du patron qui peut ainsi « juger en connaissance de cause »!

L'ACDS n'est pas la seule dans son genre : FORGET, CHARVET, HARRISSON, VIDEO, Société d'information et d'investigations, autant de sociétés grassement rétribuées... et dont le travail illégal est « couvert » en toute impunité.

...et celles qui aident.

Les milices patronales

- février 1972 : Pierre Overney est tué par balles devant Renault par Antoine Tramoni.

- janvier 1973 : le procès Tramoni met en lumière l'existence à la Régie Renault d'une milice intérieure, chargée d'assurer l'« ordre ».

La CFT

Pseudo-syndicat, la Confédération Française du Travail est, dans des entreprises comme Simca ou Citroën, directement propulsée par la direction. Composée de nerfs, elle fait régner l'ordre, à coups de barre de fer s'il le faut. Elle a des appuis dans la droite de l'UDR qui voudrait que le gouvernement l'« officialise ».

En attendant...

- en juillet 1972, un commando de la CFT Citroën attaque un bal d'immigrés yougoslaves à Issy les Moulineaux, enlève deux participantes qui seront maltraitées. L'une d'entre elles sera violée.



- Le 13 Mai 1971, la CFT agresse des militants de la Ligue Communiste qui distribuent à l'usine Citroën de Rennes. Ce sont ces derniers qui seront inculpés.

Le SAC

Le Service d'Action civique est initialement le Service d'Ordre du Mouvement Gaulliste. Recrutant surtout criminels, proxénètes, bandits de toutes sortes, le SAC a quelques jolis coups à son compte :

- 23 Juin 68 : fusillade à Clichy Levallois. Deux blessés par balles par des hommes du SAC.

- 29 Juin 68 : le SAC, revolver au poing, organise la campagne électorale de Dechartre. Une blessée par balles.

- 29 Juin 68 : près d'Arras, Marc Lanvin, militant du PCF, est assassiné par balles par un commando du SAC.

- 14 Avril 69 : Daniel Fribourg, militant du PCF, est poignardé par un militant du SAC.

- 2 Mai 69 : à la Mûre, un commando du Sac affiche. Un blessé par balles.

- Mai 70 : deux membres du SAC font exploser une charge de plastic devant le Palais de Justice de Besançon. Ils diront à leur procès que c'était pour faire croire à un attentat gauchiste.



Le responsable du syndicat CFT des flics à Marseille est un membre du SAC

A Lyon, le commandant FARGUE chef d'Etat-Major du groupement des CRS, est responsable du SAC.

Les fascistes

Si ces groupes attaquent officiellement dans leur presse le gouvernement, les groupements d'extrême-droite n'en constituent pas moins une pièce dans l'arsenal anti-ouvrier de la bourgeoisie :

- Gilbert Le Cavalier était à la fois indicateur de police...et responsable du Service d'Ordre du mouvement pro-nazi « Ordre Nouveau ».

- Ordre Nouveau est soutenu par le torchon raciste « Minute ». Qui finance « Minute » ? Alain Griotteray, l'un des principaux députés « giscardiens » de la Majorité.

Le 9 Mars 71, Ordre Nouveau organise un meeting au Palais des Sports à Paris. Plus de 5000 manifestants marchent sur ce meeting, et se heurteront à la Police officielle qui défend le meeting.

Gérard Monate (responsable de la Fédération Autonome de la Police, principal syndicat) déclarera : « D'abord on a laissé des gens s'équiper et se promener dans la rue, casqués et armés de barres de fer ou de manches de pioches, alors que cette attitude ressort du port d'armes par destination. Les policiers ne sont pas intervenus parce qu'ils n'avaient reçu aucun ordre. » Et il ajoute : « Il est intolérable qu'au cours des affrontements de la soirée, les éléments du service d'ordre d'Ordre Nouveau se soient mêlés à la police pour frapper les contre-manifestants »

L'aveu est de taille !

La police est-elle « neutre » ?

Il existe encore de braves gens pour expliquer que la police

ne sert qu'au « maintien de l'ordre » et qu'elle est la même pour tous.

Alors comparons son attitude avec les ouvriers et les patrons; avec les immigrés et les grands bourgeois.

Les ouvriers

- 25 février 1972 : à l'usine Pennaroya de Lyon, occupée depuis le 9 février par les travailleurs, plusieurs compagnies de CRS interviennent. Elles bouclent le quartier et expulsent le piquet de grève.

- 26 février 1972 : la police arrive en force devant la Société Française de l'Electro-résistance à Nice dont les travailleurs sont en grève

- 26 février 1972 : les gendarmes mobiles font irruption de nuit dans l'entreprise de Transport Routier ONATRA à Vitrolles (Bouches du Rhône)

- Avril-Mai 1972 : l'usine du Joint Français à Saint-Brieuc (où les travailleurs sont en grève) est occupée par les gardes mobiles.

Les patrons

Les rédacteurs de cette plaquette, après plusieurs semaines de recherches n'ont pu trouver un seul exemple de répression policière contre un membre du patronat. Ils prient le lecteur de bien vouloir les en excuser.

Les immigrés

- M. Bouabdelli, de nationalité algérienne est emmené au commissariat après un accident de voiture. Il déclarera que les policiers l'ont forcé à boire du vin avant la prise de sang. Après son passage au commissariat, il devra subir une intervention chirurgicale. Diagnostic : traumatisme des parties génitales, hématome du scrotum, éclatement de la partie inférieure du testicule gauche.

- le 25 mai 72, à 23 h 30, dans un café de Noisy-le-Sec entrent deux agents en uniforme et une douzaine de policiers en civil : « après avoir interpellé les personnes présentes, ils se sont fait servir à boire et ont commencé à tout saccager : verrerie, tables, chaises, des portes ont été défoncées. Hommes et femmes ont été frappés. L'une des femmes, atteinte d'un traumatisme crânien, a été transportée dans un état grave à l'hôpital. » (Le Monde).

Les grands bourgeois

Une police sur mesures a été fabriquée pour traiter cette clientèle avec tous les égards qui s'imposent. Policiers en smoking (avec pochette), les sbires de la brigade mondaine manient plus souvent le beau langage que la matraque. Noblesse oblige...

La Police est un instrument forgé, « épuré », mis au point au fil des ans par la bourgeoisie. Son rôle n'est pas de « maintenir l'ordre » en général, mais de défendre un ordre bien précis : L'ORDRE BOURGEOIS.

Peut-on démocratiser la police ?

Le Programme Commun garde intacte cette police de la bourgeoisie. Mais il prévoit qu'elle sera « démocratisée » dans son recrutement.

Mais quelle police a un recrutement plus « démocratique » que la police française, où s'embauchent beaucoup de sans-travail et de gens d'origine modeste. Le problème n'est pas là.